

Éditorial. La France demain...

Béatrice Giblin

Pour ce numéro d'*Hérodote*, le thème du Festival international de géographie (FIG), « La France demain », s'est imposé, d'autant plus que Philippe Subra, membre du comité de rédaction de la revue, en est, cette année, le directeur scientifique.

Demain ? Un demain proche, c'est-à-dire dans les années qui viennent, ou lointain dans les prochaines décennies ? Tout dépend des domaines envisagés. Avec la révolution numérique qui bouleverse l'économie et le monde du travail, les adaptations sont à court terme et peuvent se traduire par de nouvelles organisations du territoire aux niveaux local comme national, instaurant un autre rapport au temps et à l'espace. En revanche, les effets du changement climatique pourtant en cours, sont plus difficiles à mesurer sur le territoire national et quoique inéluctables ils prendront plus de temps à interférer sur son organisation.

Ces changements technologiques et environnementaux suscitent une réelle et légitime inquiétude chez nombre de nos concitoyens.

... Face à une situation géopolitique mondiale incertaine

À ces changements s'ajoutent de nombreuses incertitudes sources d'inquiétudes géopolitiques. Si, après la disparition de l'Union soviétique, certains responsables politiques français proclamaient que le temps était désormais venu de toucher les dividendes de la paix, façon de sous-entendre que le budget de l'armée pouvait sans dommage être revu à la baisse, il n'en va plus de même. Le président de la République, Emmanuel Macron, s'est d'ailleurs engagé à augmenter régulièrement le budget de l'armée au cours de son quinquennat (près de 300 milliards d'euros d'ici 2025). Cette augmentation était depuis longtemps réclamée par les états-majors inquiets de devoir intervenir en opérations extérieures lointaines

avec un matériel pour partie à bout de souffle quand ce n'est pas obsolète, limiter les exercices d'entraînement par nécessité financière etc.¹. Or l'annonce de cette augmentation n'a pas suscité les critiques habituelles qui viennent le plus souvent de la gauche. Il est vrai que l'expérience du pouvoir, du moins pour les socialistes, leur a permis de mieux apprécier les enjeux de la sécurité nationale. Mais surtout les attentats terroristes de 2015 et 2016 ont fait tragiquement prendre conscience à l'ensemble des Français que la sécurité du territoire exigeait des moyens en hommes et en matériel. La menace terroriste est loin d'être contenue : d'une part, des attentats sont régulièrement déjoués et, d'autre part, les risques d'attentat peuvent croître avec le retour des djihadistes français d'Irak et/ou de Syrie qu'il va donc falloir surveiller de près. L'attaque terroriste à Trèbes², commune des environs de Carcassonne, a montré une nouvelle fois que le passage à l'acte terroriste venait de Français (cette fois, d'une famille immigrée) et qu'il pouvait se produire presque partout (voir l'article de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach).

Au terrorisme s'ajoute l'instabilité du monde, en particulier dans des zones qui nous concernent directement : le Moyen-Orient où l'armée française est engagée dans la coalition internationale contre l'organisation État islamique, la zone sahélienne (Mali, Tchad, Niger) où 4 000 soldats français sont sur le terrain dans le cadre de l'opération *Barkhane*, l'Afrique centrale dont certains États ont des accords de défense avec la France. Autre source d'inquiétude, la réaffirmation de la Russie comme puissance militaire avec laquelle il faut de nouveau compter. Moscou est décidé à intervenir pour préserver sa zone d'influence, voire reconquérir les territoires qu'il estime lui appartenir comme l'ont montré son annexion de la Crimée en mars 2014 et son intervention plus ou moins masquée dans le Donbass ukrainien, sans oublier son soutien militaire y compris avec des hommes au sol, en Syrie. Enfin ajoutons les cybermenaces dont, en cas d'attaque, on évalue mal les risques d'engrenage que pourraient générer des ripostes inappropriées.

Pas de sécurité nationale sans forces armées performantes (armée, police, gendarmerie)

La situation géopolitique mondiale incite d'autant moins à baisser la garde que l'allié le plus solide et le plus sûr des Européens, les États-Unis, paraît depuis l'élection de Donald Trump de moins en moins déterminé à continuer d'assurer

1. Entre 2007 et 2017 les armées ont dû réduire leurs effectifs de 60 000 personnes, ils devraient croître de 6 000 d'ici 2025.

2. Attaque qui fit quatre morts dont un officier de gendarmerie Arnaud Beltrame qui avait pris la place d'un otage et qui a été égorgé par l'auteur de l'attentat.

l'essentiel de leur défense avec l'OTAN dont les États-Unis sont le plus grand contributeur. En 2014, les vingt-huit alliés de l'OTAN ont fixé le budget militaire de chaque État à 2 % du PIB national, or seuls cinq États, dont les États-Unis, l'atteignent, la France s'en approche.

Or, pour vouloir continuer à compter dans les affaires du monde, il faut disposer d'une force militaire capable soit d'intervenir pour assurer sa défense, soit de dissuader l'ennemi d'attaquer par crainte de la riposte. Ce fut l'enjeu de la dissuasion nucléaire française décidée par le général de Gaulle. Ce choix politique, on s'en souvient, fit l'objet de commentaires ironiques on railla dans la presse étrangère la « bombinette » française, preuve disait-on une fois de plus de l'arrogance légendaire d'un pays qui veut continuer à jouer dans la cour des grands.

Quoi qu'il en soit l'armement nucléaire a rempli son objectif : assurer l'indépendance de la France dans ce domaine, ce qu'elle continue de faire et sur quoi repose notre stratégie de défense. Le débat sur le bien-fondé de continuer d'investir dans l'armement nucléaire a agité certains milieux, militaires – surtout quand ils sont à la retraite –, quand s'est posée la question de son renouvellement, en particulier au cours du mandat présidentiel de François Hollande. Notons que ce débat ne suscite pas grand intérêt dans l'opinion malgré l'importance des investissements qu'il nécessite³. Le débat est désormais clos puisque le président Macron a confirmé la décision de François Hollande de renouveler les sous-marins nucléaires et leur armement ainsi que les missiles nucléaires embarqués par les forces aériennes stratégiques.

Comme le montre Céline Jurgensen (voir son article), le contexte géopolitique n'est assurément pas à l'abandon de l'armement nucléaire qui continue de jouer un rôle fondamental dans la préservation de la paix et de la stabilité internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La médiatique rencontre entre Donald Trump et Kim Jong-un, le 12 juin 2018, ne doit pas faire illusion, la dénucléarisation irréversible et vérifiable de la Corée du Nord n'est pas pour demain. Quant à l'Iran, il est fort probable que le gouvernement iranien décide de reprendre son programme nucléaire suite au retrait des États-Unis de l'accord de Vienne dans lequel l'Iran acceptait le contrôle international sur son programme nucléaire en échange d'une levée des sanctions. La conséquence de la reprise de ce programme poussera alors l'Arabie saoudite à se doter à son tour de l'arme nucléaire afin de ne pas laisser à son ennemi géographiquement le plus proche, l'Iran, un tel avantage militaire. Ceci n'empêche pas que la campagne internationale pour l'abolition

3. Maintenir une dissuasion nucléaire est d'un coût prohibitif (3,3 milliards de dollars par an) et sa modernisation l'est encore plus (50 milliards pour les 30 prochaines années), voir Jean-Dominique Merchet, « 50 milliards sur vingt ans : le coût de la modernisation de la dissuasion nucléaire », *L'Opinion*, 31 mars 2016.

des armes nucléaires (ICAN), bien menée à l'ONU, ait réussi à faire adopter un traité d'interdiction des armes nucléaires par cent vingt-deux pays. Ce qui d'ailleurs valut à l'ICAN le prix Nobel de la paix en 2017. La France comme le Royaume-Uni et les États-Unis ne l'ont pas ratifié, la France l'ayant jugé inadapté au contexte international.

C'est cette même prise en compte des défis que la France doit affronter et devra affronter sur des temps longs, tel le terrorisme islamiste qui sera long et difficile à éradiquer à l'extérieur comme à l'intérieur du territoire national, qui fait dire à Thomas Gomart et Clément Tonon (voir leur article) qu'il est temps de sortir des vaines querelles entre gaullio-mitterrandistes et néoconservateurs à la française pour se préoccuper de l'intérêt national et, pour ce faire, reprendre l'indispensable dialectique entre diplomatie et outil militaire. La dégradation rapide du contexte stratégique l'impose. La France demain devra pouvoir compter sur son armée pour assurer sa sécurité car l'euphorie suscitée par la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS, qui donnaient à croire à des lendemains sereins, n'est plus de mise.

Pour la France demain : une défense de l'Europe indépendante et crédible ?

C'est d'ailleurs pourquoi la question de la défense de l'Europe fait de nouveau débat. Actuellement la majorité des États membres de l'UE se satisfait de la protection de l'OTAN et n'envisage pas sérieusement d'augmenter fortement son budget militaire. Mais le confort apporté à leur sécurité par le puissant allié américain est désormais incertain. Il suffit de prendre en compte les déclarations de l'actuel président des États-Unis sur les charges de l'OTAN qu'il juge excessives puisque n'étant pas principalement destinées à assurer la sécurité des États-Unis (pendant la campagne électorale il avait même dit que l'OTAN était une organisation obsolète), son désintérêt pour l'Europe et son mépris pour certains de ses leaders comme l'illustre son tweet sur Angela Merkel, daté du 18 juin 2018, critiquant sa politique migratoire et l'accusant d'avoir commis l'erreur, comme dit-il partout en Europe, d'avoir accueilli des millions de gens qui ont fortement et violemment changé leur culture.

La chancelière et son gouvernement sont désormais conscients des risques que fait peser sur leur propre sécurité cet allié longtemps si fiable et sur lequel il ne faut plus raisonnablement compter du moins tant que Donald Trump en est le président. La défense de l'UE est une question d'autant plus sérieuse que d'une part, le gouvernement de Poutine se montre offensif à l'ouest de son étranger proche et que, d'autre part, le départ du Royaume-Uni de l'UE⁴ affaiblit les forces

4. Toutefois les Britanniques même après le *Brexit* sont prêts à rester des alliés de la Défense européenne.

armées européennes capables d'intervenir à l'extérieur. Cependant, le réalisme impose de comprendre que cette force armée européenne indépendante risque de rester encore longtemps dans les limbes. D'une part, tous les États européens ne partagent pas l'analyse de la France et de l'Allemagne, comme quoi l'Europe risque à terme de devoir affronter seule, c'est-à-dire sans les États-Unis, des défis majeurs. D'autre part, participer à une force armée européenne signifierait une très forte augmentation des budgets militaires. Si l'Allemagne consacrait 2 % de son PIB à la Défense (1,2 % en 2017), son budget militaire, comme le recommande l'OTAN, monterait à 60 milliards de dollars (41 milliards en 2016). Il faudrait aussi mutualiser les moyens financiers et techniques pour construire des équipements militaires communs, à ce sujet un programme de drones militaires européen de moyenne altitude et longue endurance (MALE) a été lancé au printemps 2018 et réunit sept entreprises européennes sous la maîtrise d'œuvre d'Airbus. Quant à construire un avion de combat européen, constatons que jusqu'ici Dassault et l'État français (peut-être sous la pression de l'entrepreneur) s'y sont toujours opposés. Mais des menaces de plus en plus tangibles pourraient-elles avoir raison des égoïsmes industriels ? Quoi qu'il en soit, quelques États sortent d'une forme d'angélisme pacifique. Ainsi la Suède, pourtant attachée à sa neutralité depuis le XIX^e siècle, et donc non membre de l'OTAN, s'inquiète de la présence de plus en plus visible des forces aériennes et navales russes en Baltique. En septembre 2017, l'armée suédoise a participé à des exercices de simulation d'attaques qui auraient pour cible Stockholm ou l'île stratégique de Gotland au cœur de la Baltique avec des forces venues des États-Unis, de Finlande, du Danemark, d'Estonie, de Lituanie, de Norvège et de France. Exercices que Poutine a vus d'un très mauvais œil, estimant que la participation de la Suède et de la Finlande signifiait leur possible adhésion à l'OTAN, ce qu'il ne pourrait tolérer. À ces changements géopolitiques s'ajoute la rapide montée en puissance de la Chine qui est désormais une grande puissance, y compris militaire (même si son budget militaire est encore le quart ou le tiers de celui des États-Unis mais il est difficile d'avoir des informations précises sur ce sujet), avec des ambitions à la mesure de ses moyens qui sont colossaux. La France comme le Royaume-Uni pèseront de moins en moins lourd au Conseil de sécurité de l'ONU face aux trois autres grandes puissances même si la Russie est loin d'avoir une puissance équivalente à celles de la Chine et des États-Unis.

L'Europe avenir de la France ?

La question migratoire et la crise de l'UE

Dans le contexte général du rejet de l'Europe, c'était un pari audacieux de la part d'Emmanuel Macron de faire de l'Europe un des thèmes majeurs de sa campagne électorale pour les élections présidentielles de 2017 ; une audace payante, même s'il a bénéficié pour sa victoire d'un contexte politique exceptionnel et rocambolesque⁵, preuve qu'il y a encore un désir d'Europe. Mais une Europe sans nul doute différente, moins libérale et plus protectrice, ce qui signifie à terme accepter de céder volontairement des pans de souveraineté, pour l'exercer différemment. Or il faut bien constater que le président de la République se trouve seul à porter ce projet.

Depuis des lustres, il est dit que l'entente du « couple franco-allemand » est indispensable à la construction de l'Europe, tout désaccord entre eux au mieux la ralentit au pire la bloque. Or les résultats des élections législatives allemandes avec un net recul de la CDU-CSU et la percée de l'AfD parti d'extrême droite (Alternative für Deutschland, troisième force politique avec quatre-vingt-douze députés) ont contraint Angela Merkel à refaire une grande coalition avec le SPD, obtenue après des mois de négociations, mais elle a aussi dû prendre en compte les exigences de son allié bavarois, la CSU, plus à droite que la CDU, sur la politique migratoire allemande. Le quatrième mandat de la chancelière n'a donc pas commencé sous les meilleurs auspices et les commentateurs politiques évoquent le mandat de trop et prédisent un éclatement de la coalition. Ce ne sont pas les meilleures conditions pour oser une politique européenne audacieuse tant sur le plan économique que sur celui de l'immigration. Paradoxalement, sur le plan économique, il se pourrait que la politique protectionniste de Donald Trump serve les objectifs d'Emmanuel Macron. Le président français est persuadé que l'avenir de la France s'inscrit dans une Union européenne plus intégrée dans tous les domaines afin de constituer une puissance équivalente aux plus grandes et ainsi pouvoir peser sur les affaires du monde et défendre les intérêts européens. Les résultats du sommet franco-allemand du 19 juin, qui s'est tenu au château de Meseberg près de Berlin, sont plutôt encourageants. Sur le plan économique, le principe d'un budget européen est accepté comme l'objectif d'une stabilisation de l'union monétaire. Il faut encore que ces objectifs conviennent aux

5. François Fillon, candidat inattendu du parti Les Républicains, a été discrédité auprès des électeurs par les salaires de son épouse présentée comme son assistante parlementaire sans pouvoir fournir la moindre preuve de son activité et pour avoir accepté des costumes très chers en cadeau de la part de Robert Bourgi, avocat franco-libanais, ami de Nicolas Sarkozy.

autres États membres, ce qui est possible pour quelques-uns (l'Espagne) moins évident pour d'autres (Italie, Finlande, Pays-Bas)⁶. Sur le plan de l'immigration, l'accord s'est fait sur l'objectif d'empêcher au maximum l'arrivée de migrants jusqu'aux portes de l'Europe, autrement dit les empêcher de prendre la route de la Méditerranée et en cas de sauvetage de débarquer dans les ports italiens. On est loin de septembre 2015 quand la chancelière a ouvert les frontières aux milliers de réfugiés syriens et afghans bloqués en Hongrie et en Autriche. Depuis l'AfD est entré au parlement et ce parti pourrait menacer la domination de la CSU en Bavière. C'est pourquoi l'actuel ministre de l'Intérieur bavarois, Horst Seehofer, exige l'expulsion des demandeurs d'asile déjà enregistrés dans un autre pays européen. Mais la Grèce et l'Italie, les deux pays les plus concernés par les migrations méditerranéennes à cause de leur situation géographique, ne veulent pas être de nouveau en charge de réfugiés qui ont été débarqués sur leurs côtes et auxquels elles n'ont pas accordé le droit d'asile et qui ont alors tenté leur chance dans un autre pays européen, ceux qu'on appelle les « dublinés », car l'accord de Dublin stipule que les demandes d'asile doivent être traitées par le pays d'arrivée. Quant à la solution d'une répartition équilibrée des demandeurs d'asile dans les vingt-sept États européens en fonction de la population, du PIB et du chômage, elle est farouchement rejetée par la Hongrie et la Pologne.

Les réfugiés, surtout depuis l'été 2015, sont à l'origine d'une des plus graves crises que l'Europe ait eue à affronter. Il s'agit en effet d'une crise qui place les États et les peuples face au principe du respect des droits de l'homme et à l'accueil qu'ils réservent aux réfugiés et plus largement à tous les étrangers qui espèrent s'installer en Europe, qu'il s'agisse de réfugiés politiques, climatiques ou économiques. Or, pour que l'Europe continue d'exister, il faut de la solidarité ce dont les États ne font guère preuve. En effet, la divergence est profonde entre les États européens sur l'accueil des réfugiés, certains y sont farouchement opposés comme la Hongrie, l'Autriche, au point de ne pas respecter les engagements internationaux européens ni les valeurs humanitaires sur lesquelles les États se sont engagés lors de leur adhésion à l'Europe ; d'autres se montrent plus généreux mais principalement envers les réfugiés qui relèvent du droit d'asile et moins envers ceux qui émigrent pour raison économique mais le tri entre les uns et les autres n'est pas si simple.

6. *Le Monde*, 21 juin 2018.

Les migrants auront-ils raison de l'Europe ?

Espérons que non, mais l'affaire de l'*Aquarius* en juin 2018 a de quoi inquiéter. Ce bateau affrété par une ONG franco-allemande pour sauver les réfugiés naufragés en Méditerranée partis de Libye avec la complicité de passeurs a été interdit d'accoster dans un port italien par le nouveau ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, leader de la Ligue, parti d'extrême droite nationaliste. Le président français fit une déclaration maladroite en Conseil des ministres dans laquelle il dénonçait la « *part de cynisme et d'irresponsabilité du gouvernement italien (car) c'est le respect du droit international qui stipule qu'en cas de détresse ce soit la côte la plus proche qui assume la responsabilité de l'accueil* », même si une fois acté le refus de l'Italie, le gouvernement français ne s'est pas montré plus ouvert à l'accueil de l'*Aquarius* qui dut aller jusqu'à Valence en Espagne pour débarquer les 629 naufragés. Quelques jours plus tard Malte refusait à son tour un bateau affrété par une ONG allemande chargé de réfugiés.

Au vu de ces comportements, que reste-t-il des valeurs humanitaires dont l'Europe se targue ? La question vaut d'être posée car les « flux » de réfugiés sont bien loin de submerger la population européenne. Si, en 2015, le nombre des réfugiés (alors majoritairement syriens, afghans, irakiens soudanais), des demandeurs d'asile et des migrants économiques a effectivement connu une très forte croissance, 1,26 million arrivés par la Grèce et la route des Balkans, depuis il est retombé à des niveaux acceptables du fait des accords financiers passés en 2016 avec la Turquie (3 milliards d'euros par an mais qui n'ont pas été intégralement versés), avec les différentes autorités libyennes et avec des pays africains pour limiter les départs, qui s'avèrent efficaces mais en revanche au détriment d'une dégradation sévère des conditions de vie des migrants refoulés sans ménagement et parfois parqués dans des camps. Mais cette chute du nombre de réfugiés (en Italie moins 50 %, 96 000 en 2017 contre 187 000 en 2016) n'est pas entendue et donc ne suffit pas à calmer les inquiétudes et les peurs de nombre de citoyens européens Aussi l'ensemble des États européens sont-ils d'accord pour fermer les frontières de l'Europe (renforcement des effectifs de gardes-côtes et gardes-frontières réclamé depuis des années, la commission propose de les monter à 10 000 en 2021), proposition de trier les candidats à l'asile très en amont pour tarir les flux de réfugiés. La crainte d'une forte poussée des partis d'extrême droite aux élections européennes de 2019 conduit les gouvernements des États de l'Europe de l'Ouest à rejoindre, avec les formes, les positions de ceux de l'Europe de l'Est, estimant que la survie de l'UE vaut bien cette entorse aux principes.

La résurgence du nationalisme en Europe... et en France

Depuis environ vingt ans, on assiste en Europe à une résurgence d'une conception de la nation exclusive des autres, aspirant à être de nouveau à l'abri de frontières protectrices qui feraient du territoire national un havre de sécurité. Le facteur commun de ce retour en force d'un nationalisme étroit et exclusif est l'immigration dont la représentation de son importance quantitative se renforce au fil des années, au point de donner à penser que l'identité nationale est menacée. La concentration géographique des phénomènes migratoires dans les zones les plus peuplées y contribue fortement.

Nous en avons déjà analysé les conséquences politiques dans *Hérodote* [*Hérodote*, n° 144, 2012], et depuis la situation n'a fait qu'empirer et se banaliser : quel est le pays européen aujourd'hui qui n'est pas touché par la poussée nationaliste souverainiste et le reflux d'une adhésion forte au projet européen ? On est loin de l'Europe des régions prônée dans les années 1980-1990 quand certaines forces politiques, au premier rang desquelles les régionalistes et les écologistes, espéraient la dissolution des États-nations dans une Europe des régions très intégrée. Y compris dans les régions nationalistes, le processus de l'identité nationale exclusive est aussi en route. Ainsi, en Catalogne, les indépendantistes radicaux s'opposent au bilinguisme au nom de la défense du catalan et semblent ne plus vouloir passer de compromis avec ceux et celles qui ne pensent pas comme eux, curieuse façon de se dire démocrates (voir article Barbara Loyer).

Quid de la France demain dans une Europe où les partis nationalistes, souverainistes ont le vent en poupe ?

Cette poussée a déjà donné la victoire aux partis nationalistes corses aux élections territoriales de décembre 2017. Se trouvent ainsi validées cinquante années de combats politiques initiés dès les années 1960 et se pose une nouvelle fois la question géopolitique des liens de la Corse avec la République française. Les nouveaux élus sauront-ils désormais s'affranchir d'un discours victimaire qui s'appuie sur une revendication identitaire exclusive : la reconnaissance du peuple corse, mais *quid* des autres citoyens qui résident sur l'île sans se sentir appartenir au peuple corse ? En outre, à la différence du Pays basque ou de la Catalogne, les indépendantistes corses ne disposent pas des mêmes moyens politiques et économiques – la Corse reste très dépendante des transferts publics. Or il se pourrait que, malgré les nationalistes corses au pouvoir, cette dépendance perdure et que cette situation déçoive les Corses qui ont cru au slogan « *un paese da fa* » (un pays

à construire) où les jeunes corses auraient eu leur place (ou leur rente?) et que ressurgisse une violence locale (voir l'article de Joseph Martinetti).

Sans nul doute dans ce contexte nationaliste et souverainiste le Rassemblement national (ex-Front national) y trouvera une raison d'espérer en son avenir gouvernemental. Le désastreux débat de Marine Le Pen avec Emmanuel Macron entre les deux tours de la présidentielle de 2017 ne suffit pas à la disqualifier définitivement (voir l'article de Bernard Alidières) et même si elle l'était, la relève pourrait être trouvée en la personne de Marion Maréchal. Celle-ci prépare l'avenir avec la création à Lyon de l'Institut de sciences sociales économiques et politiques (ISSEP) qui ouvrira ses portes à la rentrée 2018 avec pour objectif de former « une nouvelle élite économique et politique au service de la cité », autrement dit former des cadres partageant les idées de la droite radicale. Les positions prises par Laurent Wauquiez à la tête du parti Les Républicains étant, quoiqu'il s'en défende, de plus en plus proches de celles du Rassemblement national en particulier sur l'immigration et la sécurité. C'est pourquoi Marine Le Pen et sans doute aussi sa nièce Marion Maréchal, même si pour le moment elle s'est retirée de la vie politique électorale, peuvent penser qu'un jour il sera contraint de faire alliance avec elles pour avoir la majorité, et ce d'autant plus que des militants et des élus locaux du parti Les Républicains, principalement dans le Midi, y sont déjà favorables.

C'est la représentation d'un avenir incertain, voire menaçant de la France désormais partagée par un grand nombre de nos concitoyens qui a conduit le parti Les Républicains à diffuser ce tract : « Pour que la France reste la France », sous-entendu que demain elle ne le serait plus.

Mais que signifie rester la France ?

Doit-on entendre : que va devenir la nation ? Imagine-t-on qu'elle sera fracturée au point de remettre en question son unité ? Autrement dit la nation serait si fragile qu'elle ne résisterait pas aux fractures économiques, sociales, culturelles, religieuses dénoncées depuis plusieurs années mais non réduites ?

Au vu de sa si longue histoire, on aurait envie de dire que la France en a vu d'autres et qu'elle a connu des situations bien plus dramatiques et cela sans qu'il soit nécessaire de remonter trop loin dans le temps : juin 1940 et une défaite cuisante, suivie d'une collaboration avec l'ennemi allemand par une partie des Français et de la résistance des autres, la fracture nationale était alors bien plus profonde qu'actuellement ; sept ans de guerre d'Algérie, tragédie nationale surmontée avec de Gaulle et aux conséquences indirectes encore inachevées. Aussi est-il raisonnable de penser que les difficultés et tensions actuelles puissent conduire la France au désastre ? C'est-à-dire à une fracture définitive de son unité

par incapacité à avoir su gérer des changements démographiques, économiques, sociétaux.

Le sang-froid des Français après les attentats de 2015 et 2016 montre que ce scénario pessimiste est pour le moment peu fondé car dans leur immense majorité les Français ont su se montrer lucides et déjouer le piège tendu par les commanditaires djihadistes des attentats dont le projet géopolitique est ouvertement de fracturer l'unité nationale.

Cependant, ces fractures, toutes relatives qu'elles soient, engendrent des représentations qui donnent à croire à nombre de nos concitoyens que la nation est sous la menace d'une submersion incontrôlable de « migrants » (terme employé par le ministre de l'Intérieur Gérard Colomb pourtant bien informé de la réalité des chiffres) et/ou d'une « communauté » musulmane en train de s'organiser en minorité religieuse et donc susceptible à terme de réclamer des lois particulières qui mettraient à mal les lois de la République. Cette représentation est alimentée et crédibilisée par des personnalités intellectuelles de droite telles que Chantal Delsol⁷ même si la réalisation de ce sombre scénario n'est annoncée que pour dans un siècle : « Cependant la première finalité de nos politiques doit être... politique : faire en sorte que dans un siècle nos arrière-arrière-petites-filles puissent encore fréquenter les bars et les universités, se marier à l'âge qu'elles choisiront avec l'homme qu'elles choisiront, ou des choses du même genre. Ce qui dans l'état actuel, n'est pas du tout certain⁸. »

Il est essentiel de ne pas occulter les problèmes sérieux que pose l'implantation du mouvement salafiste dans certains quartiers ou villes françaises, logiquement là où la population musulmane est concentrée [Serisier, 2016]. Mais pour autant faut-il agiter le spectre d'une islamisation même à long terme de l'ensemble de la société française ? Évidemment non, il est néanmoins impératif de résoudre le problème de la concentration de familles défavorisées dans ce que Jérémy Robine a appelé « les ghettos de la nation » [Robine, 2011] pour lutter contre le contrôle religieux et social que cherchent à exercer les militants salafistes sur ces familles et dans l'espace public.

7. Épouse de Charles Millon, partisan de longue date de l'union des droites. Cet ancien président de la région Rhône-Alpes (élu en 1998 président avec les voix des élus FN comme d'ailleurs quatre autres présidents de région) soutient Marion Maréchal dans son entreprise de créer à Lyon un Institut de sciences sociales économiques et politiques (ISSEP) en mobilisant ses réseaux lyonnais pour constituer l'équipe enseignante.

8. *Le Figaro*, 14 juin 2018.

Demain réduire les fractures sociales et territoriales

C'est pourquoi une réflexion sur la politique du logement (voir l'article de Pierre Madec) est indispensable dans une réflexion sur la France de demain : comment une politique du logement efficace permettrait de lutter contre l'accroissement des inégalités territoriales ? Est-il possible de mettre un terme aux ghettos ? On sait que le sentiment d'être relégué dans des quartiers défavorisés alimente tensions et violences et facilite le travail des islamistes radicaux. C'est pourquoi il est essentiel que les écoles et collèges de ces quartiers ne soient pas des établissements ghettos que fuient les familles, y compris musulmanes, pour éviter à leurs enfants la « racaille » des cités et accroître leurs chances de réussite scolaire. Mais pour ce faire encore faudrait-il que les dérogations accordées par les académies n'aggravent pas la situation (voir l'article de Jules Bodet) et que l'effort voulu par le président de la République dans les écoles primaires des quartiers défavorisés (douze élèves par classe en CP puis CE1) soit poursuivi et même accru afin de rendre attractifs ces établissements par leur pédagogie innovante (voir l'interview d'Olivier Klein). L'enjeu politique des banlieues défavorisées est connu de tous depuis bientôt quarante ans⁹, et les plans banlieues (quatorze depuis 1977) qui se sont succédé n'ont pas suffi à résoudre les problèmes, non pas qu'ils aient été inefficaces mais plutôt insuffisants et trop exclusivement centrés sur la rénovation des bâtiments en négligeant de développer le travail des associations laïques (les associations religieuses se débrouillent très bien toutes seules) et surtout d'investir massivement l'école. L'État n'abandonne pas ces quartiers mais les besoins sont immenses et ses moyens réduits surtout depuis la crise de 2008.

La France réussira-t-elle à maintenir son niveau de prestations sociales l'un des plus élevés du monde ? Il fut un amortisseur efficace de la crise¹⁰. Le taux de pauvreté (moins de 60 % du revenu médian soit 1 000 euros) est l'un des plus faibles d'Europe et donc du monde après la Norvège et la Suède et de loin le plus faible pour un pays de 65 millions d'habitants. Mais son coût très élevé est jugé trop lourd par les uns qui le voient comme un handicap à la reprise économique quand d'autres estiment que ce haut niveau est menacé et qu'il faut le défendre.

La très grande majorité des Français reste très attachée à son haut niveau de prestations sociales et estime que c'est à l'État de le préserver – même au prix

9. Rapport de Gilbert Bonnemaïson maire d'Épinay sur seine, *Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité* (décembre 1982).

10. Dans sa dernière enquête sur les revenus et les patrimoines, l'Insee révèle que les aides sociales représentent près de la moitié des revenus des Français les plus modestes, et réduisent de fait les inégalités.

d'une dette élevée (2 100 milliards d'euros). Elle est tout autant attachée aux services publics et estime qu'il revient donc à l'État de les assurer directement qu'ils soient régaliens (police, justice), ce qui est alors normal, ou pas (La Poste, SNCF, EDF, Air France), ce qui l'est moins, et ce sur l'ensemble du territoire au nom de l'égalité, donc quelle que soit la densité de la population et quel qu'en soit le coût. Ce qui donne des combats sociaux qui surprennent nos voisins européens.

Enfin un nouveau champ d'inquiétude commence à se répandre parmi la population : la dégradation de l'environnement qui menace la santé de tous : pollution atmosphérique¹¹, pesticides, etc. Un des problèmes majeurs parce qu'on ne sait comment le résoudre est celui du traitement des déchets nucléaires et de leur localisation, un sérieux conflit de géopolitique local en perspective (voir article Philippe Subra).

Que sera la France de demain ? Tout pronostic est incertain tant les paramètres internes et externes sont nombreux, mais ce que l'on peut prédire sans grand risque d'erreur, c'est que la France restera un État centralisé et la décentralisation initiée dans les années 1980 n'avance plus (voir l'article de Christian Olivérès). Aussi l'État gardera-t-il un rôle prééminent même si le projet européen se remet à avancer, car c'est l'État qui a fait la nation. Celle-ci devra toutefois évoluer et s'adapter à une société plus ouverte et mobile et, pour ce faire, il faudra aux différents acteurs politiques, intellectuels, économiques une sérieuse prise de conscience de la complexité des problèmes et un réel savoir-faire pour essayer de les résoudre.

11. Une étude de Santé publique France, publiée en juin 2016 estime que la pollution aux particules fines provoque 48 000 morts prématurées par an.